



Communiqué de presse – 05/03/2020

Mobilisation inter-associative pour permettre l'accès digne à une alimentation de qualité à toutes et tous

Municipales, virage vert affiché de l'Etat, réforme de la PAC, ... : l'alimentation et l'agriculture durables sont au cœur des débats. Pourtant, la transition alimentaire est rarement évoquée au bénéfice des personnes en situation de précarité. Or l'alimentation joue un rôle déterminant sur la santé. C'est aussi un vecteur d'intégration sociale. A la faveur d'une consultation sur l'évolution du dispositif de lutte contre la précarité alimentaire ouverte par Christelle Dubos, Secrétaire d'État auprès de la Ministre des solidarités, cinq organisations professionnelles agricoles, de solidarité et d'insertion sociale¹ ont décidé de collaborer. Objectif : porter collectivement la recherche d'un accès digne à une alimentation de qualité de toutes et tous, dans une approche systémique et émancipatrice pour les personnes.

En 10 ans le nombre de personnes ayant recours à l'aide alimentaire a quasiment doublé.

5,5 millions de personnes étaient dépendantes de l'aide alimentaire pour leur alimentation en 2017 et 2018 (DGCS, 2018 ; IGAS, 2019) et **plus de 8 millions sont considérés en situation d'insécurité alimentaire** pour raisons financières. Au fil des décennies, l'alimentation est devenue la variable d'ajustement des ménages et un indicateur puissant des inégalités grandissantes.

Les travaux qui montrent la corrélation entre les niveaux de revenu et la qualité nutritionnelle de l'alimentation ne manquent pas. Plusieurs soulignent que les déciles les plus élevés mangent davantage de fruits et légumes et de poissons et que les achats de produits sous signe de qualité sont assez nettement corrélés aux revenus (INPES, 2008 ; CEP, 2013). Cela se traduit par un cumul des inégalités sociales et de santé : on retrouve une plus forte prévalence de maladies chroniques, de surpoids et d'obésité parmi les populations défavorisées des pays industrialisés tandis que les personnes ayant recours à l'aide alimentaire sont davantage touchées par les maladies comme l'obésité et le diabète (Abena, 2011).

Appauvrissement parallèle des agriculteurs

A l'autre bout de la chaîne, on constate aussi l'appauvrissement des producteurs et productrices : selon l'Insee, 22,1 % des agriculteurs étaient sous le seuil de pauvreté en 2016, ce qui en faisait la profession la plus exposée. Un appauvrissement qui va de pair avec celui de nos écosystèmes sous l'effet d'un modèle agricole productiviste (l'alimentation représente 24% de l'empreinte carbone des ménages français « du champ à l'assiette », Iddri, 2019).

Changer de paradigme pour faire face à ces enjeux structurels

Face aux constats qui précèdent, le système de l'aide alimentaire actuel, fondé dans les années 1980 pour faire face à une crise économique que l'on pensait passagère, fait preuve de lacunes. Certaines situations correspondent toujours à des urgences, auxquelles il faut savoir répondre rapidement. Mais, **devant le phénomène structurel de précarité alimentaire qui s'est installé et qui perdure, devant la paupérisation d'une partie du monde agricole et les bouleversements écologiques, nous sommes invités à repenser nos pratiques. Cela passera par une politique nationale de lutte contre la précarité alimentaire, dans une approche et une démarche interministérielle.** L'IGAS dans un rapport intitulé « lutte contre la précarité

¹ Le Réseau CIVAM, Le Réseau Cocagne, Le Secours Catholique, l'Union des Groupements des Epiceries Sociales et Solidaires, VRAC



alimentaire - évolution du soutien public à une politique sociale, agricole et de santé publique », publié le 22 janvier 2020, évoquent plusieurs propositions qui permettraient d'aller dans le sens.

Le Réseau CIVAM, le Réseau Cocagne, le Secours Catholique, l'Union des Groupements des Epiceries Sociales et Solidaires (UGESS), l'association VRAC se coordonnent pour l'accès digne à une alimentation de qualité

La restructuration programmée des fonds européens d'aide aux plus démunis (FEAD) conduit aujourd'hui l'État français à préciser son engagement en faveur de la lutte contre la précarité alimentaire, au niveau de ses moyens et de ses pratiques. Une concertation a été ouverte par la Secrétaire d'État auprès de la ministre des solidarités, Christelle Dubos, en janvier 2020 et jusqu'en avril 2020. C'est une occasion pour ces organisations professionnelles agricoles, organisations de solidarité et d'insertion sociale engagées sur le sujet, de porter collectivement la recherche d'un accès digne à une alimentation de qualité de toutes et tous, dans une approche systémique et émancipatrice pour les personnes.

- Le souhait des acteurs est de **co-construire une politique nationale de lutte contre la précarité alimentaire** avec l'objectif d'assurer le droit à l'alimentation pour tous sur l'ensemble du territoire et de réserver l'aide alimentaire aux situations d'urgence tout en améliorant sa qualité nutritionnelle et gustative. Elle doit être pensée dans une approche systémique de l'alimentation pour tenir ensemble les problématiques sociales et écologiques qui se jouent tout au long de la chaîne.
- Plusieurs jalons ont déjà été posés par la loi Egalim de 2018, à laquelle il faut désormais donner les **moyens de mise en œuvre** pour atteindre les objectifs fixés : une juste rémunération des producteurs et un accès à une « *alimentation sûre, diversifiée de bonne qualité, en quantité suffisante aux personnes en situation de vulnérabilité économique* ».
- Cette politique nationale de lutte contre la précarité alimentaire doit être menée à partir de **financements pérennes** qui sortent de la logique déstructurante des appels à projets annuels.
- Une des solutions soutenues par le groupe serait de **créer un fonds de lutte contre la précarité alimentaire afin de soutenir des projets d'accès digne durable à l'alimentation de qualité, à visée inclusive, dans une approche systémique et plus émancipatrice, en laissant une place plus importante aux personnes en situation d'insécurité alimentaire.**
- Il faut changer d'approche, **associer l'ensemble des acteurs** de la chaîne alimentaire et **permettre à tous de se réapproprier les enjeux et savoirs liés à l'alimentation**, notamment via l'éducation populaire et l'accès partagé à du matériel (cuisine, conserves, ...).
- **Le groupe souhaite également que soit dissociées les politiques de lutte contre le gaspillage alimentaire et les politiques de lutte contre la précarité alimentaire**, l'objectif des premières devant être de lutter contre la surproduction inhérente à notre modèle de consommation.

Contacts presse (Prises de parole des organisations et/ou reportages sur des initiatives existantes illustrant les solutions systémiques et émancipatrices d'accès à l'alimentation de qualité pour tous) :

Angélique Piteau – Réseau Cocagne - 06 63 44 61 29 - communication@reseaucocagne.asso.fr

Aurore Puel – Réseau CIVAM - 06 41 03 31 35 - aurore.puel@civam.org

Djamila Aribi – Secours Catholique - 06 85 32 23 39 – djamila.aribi@secours-catholique.org



Mobilisation inter-associative pour la promotion d'un accès digne à une alimentation de qualité, pour toutes et tous

Lancée ce 5 mars 2020 par le Réseau CIVAM, le Réseau Cocagne, le Secours Catholique, l'Union des Groupements des Epiceries Sociales et Solidaires (UGESS) et l'association VRAC, cette dynamique collective est ouverte à toute organisation souhaitant porter collectivement la recherche d'un accès digne à une alimentation de qualité de toutes et tous, dans une approche systémique et émancipatrice pour les personnes.



Réseau CIVAM (Centres d'Initiatives pour Valoriser l'Agriculture et le Milieu rural)

Les CIVAM forment un réseau de 130 associations, réunissant agriculteurs et ruraux, qui œuvrent depuis 60 ans pour une agriculture durable et des campagnes vivantes.

<http://www.civam.org>



Réseau Cocagne

Il existe plus de 100 Jardins de Cocagne, structures d'insertion par des activités économiques environnementales partout en France : maraîchage biologique, espaces verts, circuits courts (logistique / transfo), éducation à l'environnement et aux changements de comportements alimentaires, ...

<http://www.reseaucocagne.asso.fr>



Secours Catholique

Forte de plus de 67 000 bénévoles, l'association Secours Catholique-Caritas France agit jour après jour pour faire reculer la pauvreté et les inégalités en France et dans le Monde.

<https://www.secours-catholique.org/>



Union des Groupements des Epiceries Sociales et Solidaires

L'UGESS fédère les groupements régionaux pour valoriser le concept des épiceries sociales et solidaires et participer pleinement à la recherche et à l'innovation sociale dans ce secteur de la lutte contre la précarité alimentaire.

<https://ugess.org/>



VRAC

L'association VRAC favorise le développement de groupements d'achats dans les quartiers prioritaires de la politique des différentes villes afin de faciliter l'accès du plus grand nombre à des produits de qualité issus de l'agriculture paysanne/biologique/équitable à des prix bas.

<https://vrac-asso.org/>